

# Lutte de classe

## Schivardi : Surtout, ne changeons rien.

Que dit Schivardi dans son communiqué de presse n° 8 ?

*« J'affirme pour ma part que le droit au logement, selon la conception républicaine doit être garanti par l'Etat.*

*« Que celui-ci doit prendre la responsabilité de reloger immédiatement les 100 000 personnes à la rue en réquisitionnant notamment les logements vendus par les bailleurs institutionnels. »*

Surtout ne touchez pas à la propriété privée, conservons l'Etat bourgeois tel qu'il est en lui redonnant un aspect un peu plus démocratique. Voilà le message de Schivardi, et au-delà le contenu de la totalité de son programme.

Il y a environ 2 millions de logements vides en France, dont 100 et 150 000 à Paris, selon les sources, qui sont en majorité la propriété d'institutions comme les banques et les compagnies d'assurance privées. **Un candidat qui se dit socialiste ne devrait-il pas proposer de confisquer tout simplement ces logements qui restent délibérément vides pour alimenter la spéculation immobilière et faire grimper le prix des loyer ?**

Cette mesure d'urgence permettrait de satisfaire immédiatement 1,4 millions de demandeurs de logements sociaux et de loger les 100 000 travailleurs et leurs familles réduits à vivre dans la rue aujourd'hui.

L'ensemble des propositions de Schivardi ne prennent pas en compte la réalité à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs.

Concernant la construction massive de logements HLM par l'Etat, l'intention est louable, faudrait-il encore que les loyers de ces HLM soient accessibles aux travailleurs qui ont un bas salaire, car avec un revenu mensuel net de 800 à 1000 euros, un loyer en HLM à 300 ou 400 euros demeure beaucoup trop élevé et ne concerne donc pas cette catégorie de travailleurs qui constitue la moitié des actifs en France. On aurait pu ajouter les millions de travailleurs qui perçoivent un salaire à peine supérieur au smic et les retraités dont les pensions sont misérables.

D'autre part, Schivardi ne dit rien et ne propose absolument rien concernant les loyers exorbitants que paient actuellement chaque mois des millions de travailleurs et qui représente souvent 40% de leur salaire ou davantage. **Ne faudrait-il pas réduire immédiatement les loyers à un cinquième du salaire du locataire ? Ne faudrait-il pas imposer un blocage des loyers ?**

Il ne dit rien non plus du taux d'endettement des foyers ouvriers qui ont dû acheter un logement à un prix prohibitif au cours des dernières années. **Ne faudrait-il pas réduire ou annuler dans certains cas la dette des ménages ouvriers ?**

Il ne dit rien non plus sur la hausse globale de l'immobilier qui a atteint 85% depuis 2000 . Là encore, il faudrait s'en prendre directement aux grands groupes de promoteurs immobiliers privés, mais Schivardi ne veut pas s'aventurer sur ce terrain là.

Saviez-vous qu'en Angleterre l'allongement des prêts immobiliers peut atteindre 40 ans, alors qu'aucun travailleur ne peut raisonnablement prévoir s'il aura encore un travail dans un mois ou dans un an ? Je pense particulièrement aux jeunes à qui s'adresse forcément ce genre de prêt inique : ils s'endettent pour 40 ans, un véritable boulet qui va les river sur place, comme si leur vie était déjà terminée, sans aucune perspective de changement, quelle horreur ! Voilà comment entre autres il est possible au gouvernement de Blair de camoufler une partie de la misère sociale qui sévit dans ce pays comme partout ailleurs. Il y a fort à parier qu'en France les banques en accord avec le prochain gouvernement proposeront la même mesure pour réduire la pression et la menace sociale qui constitue la crise du

logement. On imagine déjà les problèmes d'insolvabilité qu'ils devront affronter obligatoirement à court terme.

Schivardi dit qu'il « *partage l'indignation* » de la population face à la crise dramatique du logement qui frappent 3,2 millions de travailleurs et leurs familles (bien davantage en réalité), c'est le moins qu'il pouvait faire, mais toutes les mesures qu'il propose se situent exclusivement dans le cadre de la préservation de l'Etat bourgeois comme chacun peut le constater, il faut donc en conclure que sa candidature en terme de changement politique s'inscrit en réalité dans la même logique que tous les autres candidats.

Explication : comme dans son comité de soutien ils figurent des élus qui appartiennent à des partis politiques qui sont en grande partie responsables de cette situation catastrophique du logement en France, et qu'ils sont opposés à la remise en cause de la propriété privée des banques, des compagnies d'assurance, des sociétés immobilières notamment, il ne peut se rabattre que sur des mesures qui ont déjà été appliquées dans le passé par les différents gouvernements.

Quand il évoque les 3 millions de HLM qui ont été construites avant 1975, il fait preuve d'une certaine malhonnêteté, car il ne dit pas que pour la très grande majorité d'entre eux, il s'agissait de régler la question du logement qui avait surgit directement après les destructions de la seconde guerre mondiale et qui était explosive sur le plan social et politique, il s'agissait aussi de débarrasser les alentours de Paris de ces bidonvilles où s'entassaient des dizaines de milliers de familles, sans pour autant régler la question du logement de millions de familles ouvrières toujours réduites à s'entasser dans des logements exigus ou insalubres. Rappelons au passage que c'est durant cette période tant vantée par Schivardi et le PT, que des tours d'habitation horribles et des barres d'immeubles immondes ont été édifiées dans les banlieues des grandes villes ouvrières pour entasser la plèbe, loin des centres villes, loin des quartiers chics et bourgeois aux allées boisées...

En fait, ce que nous propose Schivardi, c'est de continuer à vivre comme avant en 2007 sans rien changer sur le fond : les bourgeois auront toujours le droit de vivre dans des appartements ou des maisons confortables et luxueuses, tandis que le prolétariat devra se contenter du minimum, de HLM construites dans des quartiers séparés, où comme chacun sait il fait bon vivre, dans des ghettos.

En conclusion, la limite de la candidature de Schivardi, ce n'est pas Maastricht ou l'Union européenne qui la fixe ou lui impose pas plus qu'à d'autres candidats d'ailleurs, c'est lui-même et le parti qui le soutient, le Parti des travailleurs, et qui repose sur leur refus de remettre en cause le capitalisme.

(source : [Le Monde 09.01.07](#) ; [Convergences révolutionnaire \(courant LO\) - Edito des bulletins d'entreprise - 08.01.07](#))